



Les analyses régionales font ressortir quelques caractéristiques de la pauvreté rencontrée dans chacune des régions métropolitaines et leur évolution. Chaque analyse régionale s'appuie sur plusieurs milliers de situations. Si rien ne garantit la représentativité de ces échantillons, les difficultés qu'ils révèlent sont bien réelles et, pour la plupart, se retrouvent de façon récurrente d'année en année. Certaines caractéristiques correspondent d'ailleurs à des particularités démographiques ou économiques régionales.

Les quelques éléments de conjoncture et de présentation sont principalement issus de publications des directions régionales de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) réalisées en partenariat avec les autres acteurs des statistiques publiques. Pour chaque région, nous indiquons quelques chiffres de cadrage comparés aux moyennes métropolitaines à partir de données de l'Insee.

Les valeurs indiquées dans ces tableaux sont celles de 2018 ou, à défaut, les dernières publiées.

L'analyse des situations rencontrées par les équipes du Secours Catholique - Caritas France repose sur un ensemble d'indicateurs dont les plus importants figurent dans un tableau général rapprochant les valeurs de ces indicateurs dans la région pour deux années, 2013 et 2018¹, et les valeurs nationales. Un graphique présente en outre quelques points marquants de la région d'après les informations recueillies par le Secours Catholique. L'analyse peut être accompagnée d'exemples d'actions menées par le Secours Catholique et de propositions.

DÉFINITIONS

Ménage : un ménage, au sens statistique du terme, désigne l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être composé d'une seule personne.

Niveau de vie ou revenu par unité de consommation (UC) : dans un ménage, le premier adulte compte pour 1 UC, les autres adultes et les enfants de 14 ans ou plus comptent pour 0,5 UC chacun, et les enfants de moins de 14 ans pour 0,3 UC chacun. On divise le revenu du ménage par la somme des UC le composant. Cela correspond au niveau de vie du ménage. Cette échelle d'équivalence est utilisée par l'ensemble des pays européens. Un individu ne correspond pas à une unité afin que soient prises en compte les économies liées à la mutualisation au sein des ménages.

1. Nous prenons une période de cinq ans afin de faire ressortir les évolutions.



GRAND EST

DONNÉES GÉNÉRALES	Grand Est	France métropolitaine
Population au 1.1.2018, en milliers*	5 534	67 187
Taux de chômage au 4 ^e trimestre 2018	8,3 %	8,5 %
Part d'étrangers dans la population (2015)	6,2 %	6,7 %
Densité du parc social** (2018)	77,1	74,5
Niveau de vie mensuel médian (2015)	1 729 €	1 710 €
Taux de pauvreté à 60 % (2015)	14,5 %	14,0 %
DONNÉES SECOURS CATHOLIQUE 2018	Grand Est	
Situations rencontrées	39 239	
Bénévoles (2018)	4 101	
Situations analysées	8 487	

* Chiffres provisoires
 ** Nombre de logements sociaux pour 1 000 habitants au 1.1.2016

CONJONCTURE¹

En raison d'un solde migratoire négatif depuis 2015, la population de la région Grand Est est revenue en 2018 à son niveau de 2010.

Bien que de façon moins marquée qu'en 2017, le taux de chômage a continué de diminuer, pour se fixer à 8,3 % au quatrième trimestre 2018. C'est en Meurthe-et-Moselle qu'il a le plus diminué. Il reste néanmoins plus élevé de 1 point qu'il y a dix ans, et qu'au niveau national, et la diminution actuelle concerne plutôt les hommes et les jeunes. En revanche, les diplômés du supérieur, notamment les femmes seniors ou les demandeurs d'emploi de longue durée, voient leur nombre augmenter.

La région Grand Est fait partie des quatre régions métropolitaines où l'emploi est en baisse : moins 2 200 emplois, secteurs public et privé confondus, par rapport à 2017. Comme dans d'autres régions, cette diminution est due en grande partie au recul des emplois intérimaires. Les emplois non intérimaires augmentent dans le secteur tertiaire marchand, lequel continue pourtant de diminuer globalement après trois années d'augmentation. La baisse de l'emploi est elle aussi compensée plutôt par une hausse importante de création d'entreprises, individuelles et micro-entreprises.

1. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4162039>

Si la région connaît une baisse du nombre d'habitants, elle n'en reste pas moins attractive. La fréquentation touristique y augmente de manière plus accentuée que dans la plupart des régions.

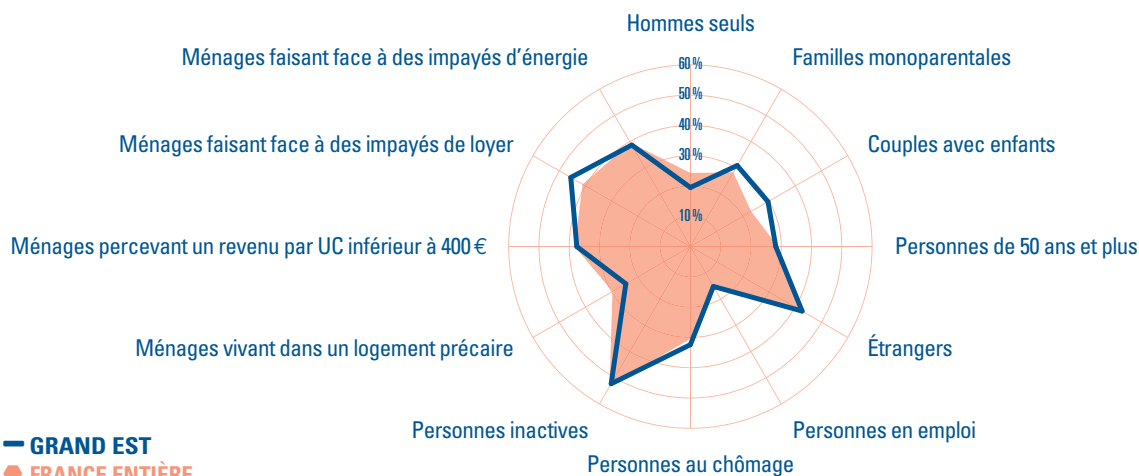
SITUATIONS RENCONTRÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

En 2018, 39 200 ménages ont été accueillis par les équipes du Secours Catholique dans la région Grand Est. Parmi les fiches statistiques renseignées, quatre personnes sur dix étaient déjà connues par l'association.

Huit personnes accueillies sur dix ont été orientées par les services sociaux, alors que 15 % d'entre elles sont venues de leur propre initiative. La demande d'écoute, de conseil ou d'accueil concerne 71 % des personnes accueillies, une part supérieure de 10 points à la moyenne nationale et de 12 points par rapport à 2017. La part des demandes liées à l'alimentation continue, elle, de diminuer (62 % en 2018).

Les moins de 25 ans ne représentent que 7 % de personnes accueillies. C'est dans la région qu'il y a le moins de personnes isolées, soit 19 % des hommes et 14 % des femmes. À l'inverse, 30 % des ménages accueillis sont des couples avec enfants (2,3 en moyenne), contre 23 % au niveau national. 25 % des ménages vivent en logement précaire, contre 30 % au niveau national, dont 10 % dans un centre d'hébergement, 3 % à la rue ou dans un squat. Sept ménages accueillis sur dix vivent dans un grand pôle urbain, une part qui diminue depuis 2010.

GRAND EST



Champ : ménages rencontrés par le Secours Catholique. **Note de lecture :** la région Grand Est compte 29,6 % de couples avec enfants, contre 23,2 % pour la France entière.

Plus de la moitié des personnes rencontrées sont de nationalité française. Parmi les 43 % d'étrangers, 25 % sont sans statut légal stable, 20 % en France depuis un an, et 35 % depuis plus de cinq ans. Près de la moitié viennent d'un pays d'Europe de l'Est et un sur cinq d'Afrique subsaharienne.

Parmi les personnes accueillies, 15 % ont un emploi, et même un CDI à plein-temps pour un quart d'entre elles. Une personne sur deux est inactive. Un tiers des personnes accueillies est au chômage, dont 60 % sans droits reconnus. 58 % des personnes déclarent bénéficier de la présence de leurs proches, soit 14 points de plus qu'en 2010 et 13 de plus qu'au niveau national. De plus, 81 % disent bénéficier de l'appui de leur voisinage.

Les personnes accueillies perçoivent en moyenne 509€ par UC et par mois, un montant qui a diminué de 44€ depuis 2017. 22 % ne perçoivent aucun revenu et 36 % perçoivent des revenus issus de transferts uniquement. Elles sont moins à percevoir des prestations logement et des allocations familiales que les années précédentes. 54 % d'entre elles ont des impayés, contre 49 % au niveau national.

EXEMPLES D' ACTIONS MENÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

L'Accueil Jean-Rodhain de Metz propose petit déjeuner, déjeuner, douche, lessive, activités (accompagnement administratif, cinéma, peinture, écriture, jeux) à des hommes sans logement, âgés de 25 ans et plus. Une grande partie des bénévoles en cuisine sont des personnes étrangères qui donnent de leur temps et créent une ambiance familiale dans les locaux.

À Reims, au lieu-dit Croix-Rouge, l'équipe propose un local (ou la cour de l'église) à des femmes de toutes nationalités pour qu'elles puissent parler entre elles, cuisiner, coudre, partager leurs savoir-faire.

À Châlons-en-Champagne, autour du local d'accueil du Secours Catholique, des conférences et des activités artistiques réunissent habitants, personnes étrangères et bénévoles.

À Nancy, l'église encourage ses acteurs à développer des démarches d'accueil, de soutien, de plaidoyer et de fraternité dans la lignée des évangiles.

À Chaumont, les demandeurs d'asile hébergés dans un CADA² et les bénévoles se rencontrent autour d'un jeu de cible permettant un partage culturel au-delà des différences (chanson préférée à 20 ans, jeux du pays, plat préféré).

À Bar-sur-Aube, un match de football inter-nation, rassemblant les personnes bénéficiant d'un hébergement et les habitants de la petite ville, a eu lieu en juin 2019. L'occasion pour une émission de France 3 de donner la parole aux joueurs venus d'ailleurs.

2. Centre d'accueil de demandeurs d'asile.

GRAND EST		Grand Est		France	
		2013	2018	2013	2018
PRINCIPALES DEMANDES D'AIDE (1)	Écoute, accueil, conseil	60,1 %	71,4 %	57,0 %	61,2 %
	Alimentation	73,5 %	61,7 %	55,2 %	51,5 %
	Loyer, factures d'énergie, d'eau	12,9 %	12,9 %	20,1 %	17,3 %
	Mobilité (voiture, transport)	4,0 %	9,8 %	5,1 %	7,4 %
TYPE DE MÉNAGE	Hommes seuls	20,0 %	19,5 %	23,9 %	24,3 %
	Femmes seules	13,3 %	14,3 %	16,6 %	18,1 %
	Couples sans enfants	6,8 %	5,7 %	6,2 %	6,1 %
	Pères seuls	3,6 %	4,2 %	3,4 %	3,6 %
	Mères seules	27,1 %	26,7 %	26,6 %	24,7 %
	Couples avec enfants	29,2 %	29,6 %	23,4 %	23,2 %
ÂGE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE	Moins de 25 ans	8,3 %	6,9 %	8,9 %	8,5 %
	25-49 ans	67,5 %	64,9 %	65,7 %	62,6 %
	50 ans et plus	24,2 %	28,2 %	25,5 %	28,9 %
PAYS/RÉGION D'ORIGINE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE	France	66,8 %	58,1 %	67,2 %	58,5 %
	Maghreb	6,7 %	6,7 %	8,2 %	9,2 %
	Afrique subsaharienne	5,6 %	8,2 %	10,4 %	14,6 %
	Union européenne	4,9 %	2,5 %	3,9 %	2,8 %
	Europe de l'Est (hors UE)	13,2 %	19,8 %	7,3 %	10,6 %
	Autre	2,7 %	4,7 %	3,0 %	4,3 %
STATUT DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE (étrangers hors UE)	Statut accordé	45,9 %	39,8 %	43,0 %	37,3 %
	Statut demandé, en attente	36,6 %	36,4 %	42,3 %	40,7 %
	Débouté, sans papiers	17,5 %	23,9 %	14,7 %	22,0 %
SITUATION DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE FACE À L'EMPLOI	CDI plein-temps	4,2 %	3,9 %	4,5 %	3,8 %
	Emplois précaires (2)	9,6 %	9,0 %	9,9 %	9,4 %
	À son compte	0,6 %	0,6 %	0,9 %	0,7 %
	Autre travail	2,0 %	1,0 %	1,4 %	1,2 %
	Formation professionnelle	0,8 %	0,7 %	1,2 %	1,1 %
	Sous-total emploi	17,2 %	15,2 %	17,9 %	16,2 %
	Chômage indemnisé ou en attente	14,4 %	13,3 %	11,9 %	11,7 %
	Chômage sans droits reconnus	28,1 %	19,2 %	26,7 %	18,7 %
	Sous-total chômage	42,5 %	32,4 %	38,6 %	30,4 %
	Étudiant	0,9 %	1,2 %	1,1 %	1,3 %
	Inaptitude santé	9,4 %	9,3 %	10,1 %	10,8 %
	Retraite, préretraite	4,5 %	5,1 %	5,5 %	6,2 %
	Au foyer	7,0 %	5,4 %	6,1 %	3,8 %
	Sans droit au travail	8,3 %	13,6 %	10,1 %	18,9 %
	Autre sans emploi	10,2 %	17,8 %	10,5 %	12,5 %
Sous-total inactivité	40,3 %	52,3 %	43,5 %	53,4 %	
TYPES DE RESSOURCES	Ni revenus du travail ni transferts	17,7 %	25,5 %	18,7 %	25,0 %
	Revenus du travail et pas de transferts	5,7 %	8,8 %	7,5 %	10,3 %
	Transferts et pas de revenus du travail	44,3 %	35,9 %	43,4 %	36,6 %
	Revenus du travail et transferts	32,4 %	29,8 %	30,4 %	28,2 %
REVENU PAR UNITÉ DE CONSOMMATION (en euros 2017)		524 €	509 €	527 €	510 €
EXISTENCE D'IMPAYÉS		69,6 %	54,1 %	60,6 %	49,4 %
IMPAYÉ MÉDIAN (en euros constants)		828 €	829 €	806 €	745 €
NATURE DES IMPAYÉS	Loyer, mensualités d'accession	46,9 %	45,6 %	40,9 %	41,1 %
	Gaz, électricité, combustibles	41,1 %	38,7 %	42,5 %	39,6 %
	Eau	11,9 %	11,2 %	17,4 %	17,0 %
	Découvert bancaire	27,3 %	26,9 %	23,6 %	21,6 %
TYPE DE LOGEMENT	Logement stable (3)	79,7 %	75,4 %	75,7 %	70,3 %
	Logement précaire (4)	20,3 %	24,6 %	24,3 %	29,7 %

(1) Pourcentage de ménages formulant ce type de demande. (2) CDD, intérim, travail saisonnier, temps partiel, emplois aidés. (3) Location HLM, location privée, habitat collectif, propriétaire.

(4) Hôtel, pension, garni, caravane, famille, amis, centre d'hébergement, abri de fortune, rue.